



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTÉ  
PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ SIDESUP POUR LES INSTALLATIONS QU'ELLE  
EXPLOITE AU 12 RUE DU MOULIN À ENGENVILLE**

**La préfète du Loiret,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 et R. 512-69 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Mme Sophie BROCAS, préfète de la région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 décembre 2021 relatif à l'exploitation d'une troisième ligne de séchage et actualisant les prescriptions applicables à la société SIDESUP pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE, 12 rue du Moulin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 14 août 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement relatif à la visite d'inspection du 27 juin 2024 ;

**Vu** le courrier du 1<sup>er</sup> octobre 2024 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier du 12 décembre 2024 ;

**Considérant** que lors de la visite du 27 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les concentrations et les flux limites applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7 ne sont pas respectés et les vitesses d'éjection sont trop faibles sur ces mêmes conduits,
- absence de double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes des silos 1 et 2 ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas recherché les causes des dépassements susmentionnés ;

**Considérant** que l'exploitant a indiqué, dans ses observations susvisées, que le dispositif de double asservissement aspiration/manutention était présent et opérationnel dans les silos 1, 2 et 3 mais pas dans le silo 4 ;

**Considérant** que le double asservissement aspiration/manutention est une mesure de sécurité de base importante ;

**Considérant** que les installations concernées par les écarts précités présentent donc des risques non maîtrisés d'incendie ou d'explosion et de pollution de l'air ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIDESUP de respecter les prescriptions et dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SIDESUP, dont le siège social est situé 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, est mise en demeure :

#### **1) Sous 3 mois, à notification du présent arrêté :**

- a) de respecter les concentrations et les flux applicables aux unités de déshydratation sur les conduits 1 et 7 et de respecter les vitesses d'éjection minimales sur les conduits 1 et 7,
- b) de procéder à la mise en place d'un double asservissement aspiration/manutention au niveau des jetées des transporteurs à bandes du silo 4.

### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté est notifié à la société SIDESUP par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLEANS, le

**27 DEC. 2024**

**Pour la préfète et par délégation,  
le secrétaire général,**



**Nicolas HONORE**

#### **Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique, de l'Énergie, du Climat, et de la Prévention des Risques - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

#### **Diffusion**

- Société SIDESUP
- Monsieur le sous-préfet de PITHIVIERS
- Madame la Maire d'ENGENVILLE
- UD DREAL

